

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 28/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Coopérative Agricole de Bonneval Beauce/Perche**

115 Rue de Chartres  
28800 Bonneval

Références : 371/RAPVI/AB/IC230530  
Code AIOT : 0010000371

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2023 dans l'établissement Coopérative Agricole de Bonneval Beauce/Perche implanté 5, Rue des Buissonnets 28200 Logron. L'inspection a été annoncée le 28/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection avait pour objectif notamment le contrôle du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage du silo B du site CABBP situé à Logron.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Coopéra Agricole de Bonneval Beauce/Perche
- 5, Rue des Buissonnets 28200 Logron
- Code AIOT : 0010000371
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Conformément au tableau défini dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 06/01/2009 actant la situation administrative de ce site, le complexe céréalier de Logron de la coopérative Agricole CABBP relève du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des installations classées

pour la protection de l'environnement (ICPE) pour ses activités de stockage en vrac de céréales. Il abrite également un stockage d'engrais liquides soumis à déclaration.

Cet établissement relève du régime de l'autorisation.

Les activités de ce site sont encadrées par les actes administratifs suivants :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1636 du 04/07/1994 autorisant la SCA de Bonneval à exploiter un stockage de céréales et un stockage d'engrais liquide ;
- l'arrêté préfectoral du 06 janvier 2009 de prescriptions complémentaires relatives au stockage de céréales.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de l'inspection du 12/03/2021 ;
- action nationale 2023 silos relative à la surveillance des installations et aux installations de transfert de grains.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Responsable désignée - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
4	Système de dépoussiérage - Prévention risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
8	Colonnes sèches NC4 - Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 21	Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	30 jours
13	cuvette de rétention	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.10 de l'annexe I	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Consignes de sécurité - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
3	Permis feu - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
5	Transporteurs à bandes - Prévention risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Installations électriques NC2 - Prévention risques explosion incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Réserve incendie NC1 - Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 21	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
9	Poteaux incendie NC6 - Moyens de lutte contre les incendies	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 21	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
10	Procédures d'intervention NC7 - Moyens de lutte contre les incendies	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 21	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
11	Vérification des dispositifs de protection contre la foudre NC3	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 10.2	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
12	Registre des accidents et incidents NC5	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 19	Lettre de suite préfectorale	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Responsable désignée - Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b> Le responsable du site, nommément désigné par le gérant la société CABBP, n'a pas suivi de formation spécifique aux risques particuliers liés aux silos de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables depuis 2014.

<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que la responsable du site nommément désignée et l'agent silo ont reçu une formation spécifique aux risques particuliers liés aux silos de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection l'attestation de formation intitulée "Prévention Risques IEP : module de base", de la responsable de site, dispensée par la société Services Coop et datant du 19 février 2014.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la responsable de site n'a pas pu bénéficier du renouvellement de formation en 2019 mais qu'elle est inscrite sur la prochaine session de novembre 2023.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs transmis le bilan de formations de l'agent silo qui a reçu une formation dénommée "sécuriser les biens et les personnes de l'entreprise" et n'appelle pas de remarque particulière de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 2 : Consignes de sécurité - Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance des installations et des travaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident</p>
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<p><b>Observations :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 15/09/2023, il a été constaté qu'une procédure relative aux consignes de sécurité référence IN-71.3.1 était disponible à l'ensemble du personnel sur le site intranet de la coopérative. La consultation desdits documents n'a appelé aucune remarque particulière. Par ailleurs, il a été constaté que les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans le bureau, lieu fréquenté par le personnel.</p> <p>Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Permis feu - Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura</p>

nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
<b>Constats : Pas de non-respect constaté.</b>
<b>Observations :</b> Le contrôle par sondage du permis de feu n° 0849 délivré le 04/08/2023, au profit de la société Hervé HUET, pour remettre en état la ventilation du silo A et B n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Système de dépoussiérage - Prévention risques d'explosion et d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
<b>Constats : La simulation d'un dysfonctionnement par actionnement manuel du détecteur de déport du transporteur à bande du silo B a permis de constater l'absence d'arrêt du transporteur.</b>
<b>Observations :</b> Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en <b>annexe 1</b> du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 5 : Transporteurs à bandes - Prévention risques d'explosion et d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
<b>Constats : Pas de non-respect constaté.</b>
<b>Observations :</b> Le contrôle par sondage a porté sur la bande du transporteur à bande situé au dessus des cellules du silo B. Ce contrôle n'appelle pas d'observation : la bande dispose du marquage attestant de sa conformité à la non propagation de la flamme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 6 :** Installations électriques - Prévention risques explosion incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;  Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> La consultation des rapport DEKRA référencés n° 038375312301R002 relatif à la vérification du 13/02/2023 des installations électriques n'appelle pas d'observation.  Une non-conformité avait été relevée au niveau du local bureau du silo A. Le rapport indique : non fonctionnement de la protection différentielle. Une intervention de la société SAS GOJARD Electricité en date du 08/09/2023 a permis de lever cet écart.  L'exploitant a transmis à l'inspection la facture n° FA00001872 datée du 11/09/2023 concernant la mise en conformité du site de Logron suivant le rapport DEKRA n°n° 038375312301R002.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 :** Réserve incendie NC1 - Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les silos doivent être pourvus en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, notamment : [...] - D'une réserve d'eau de 120 m³ conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n°455 du 10/12/1951 en assurant notamment : a) que la plate-forme d'utilisation offre une superficie de 32 m² (8m x 4m) afin d'assurer la mise en œuvre aisée des engins des sapeurs pompiers et la manipulation du matériel. L'accès à cette plate-forme devra être assuré par une voie engin de 3m de large, stationnement exclu ;

<p>b) que le point d'eau soit accessible en toute circonstance clôturé et muni d'un portillon d'accès ;</p> <p>c) qu'il soit signalé et curé périodiquement ;</p> <p>d) que la hauteur d'aspiration soit inférieure à 6m ;</p> <p>e) que le volume d'eau contenu dans cette réserve soit constant en toute saison.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats : Pas de non-respect constaté.</b></p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><u>Constat NC1 de la VI du 12 mars 2021</u> : L'exploitant ne dispose pas d'une réserve de 120 m<sup>3</sup> fonctionnelle au jour de l'inspection.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant par courrier reçu le 11/05/2021</u> : « La réserve de 120m3 est désormais en place » ;</p> <p><u>Courriel de l'exploitant du 08/04/2021</u> : « Veuillez trouver ci-joint les images des travaux en cours pour l'installation de la réserve incendie à Logron. La mise en eau débutera ce soir. »</p> <p><u>Constat de la VI du 15/09/2023</u> : L'inspection a constaté la présence d'une réserve d'eau de 120m3. Cette réserve n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p> <p><b>La non-conformité NC1 est donc levée.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 8 : Colonnes sèches NC4 - Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 21</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre les incendies</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les silos doivent être pourvus en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, notamment :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De colonnes sèches en matériaux incombustibles, implantées dans les tours de manutention et conformes aux normes en vigueur :</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats : Aucune mesure n'a été adoptée pour lever les écarts observés par l'organisme de contrôle, suite à la vérification du 29/06/2023 des colonnes sèches.</b></p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><u>Constat NC4 de la VI du 12 mars 2021</u> : L'exploitant n'a pas présenté de documents prouvant la réalisation du contrôle des colonnes sèches présentes sur le site.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant par courrier reçu le 11/05/2021</u> : « La vérification des colonnes sèches est programmée le lundi 31 mai 2021. »</p>



<p><u>Courriel de l'exploitant du 28/04/2021</u> : « Le contrôle des colonnes sèche de Logron sera réalisé le lundi 31 mai prochain. »</p> <p><u>Constat de la VI du 15/09/2023</u> : L'exploitant a transmis par mail le 15/09/2023, le rapport relatif à la vérification des colonnes sèches suite à une intervention en date du 29/06/2023.</p> <p>Ce rapport fait état des écarts suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Colonne sèche A : prévoir la réorientation du raccord d'alimentation – manque 1 panneau prise incendie au RDC ;</li> <li>- Colonne sèche B : manque 1 panneau prise incendie au RDC ;</li> <li>- Colonne sèche C : prévoir 1 coude à 45° au niveau du raccord d'alimentation – prévoir la réorientation du raccord d'alimentation - manque 1 panneau prise incendie au RDC.</li> </ul> <p>Toutefois, aucune mesure n'a été adoptée pour lever les écarts observés par l'organisme de contrôle, suite à la vérification du 29/06/2023 des colonnes sèches.</p>
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais</b> : 30 jours

#### N° 9 : Poteaux incendie NC6 - Moyens de lutte contre les incendies

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 21
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Moyens de lutte contre les incendies
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les silos doivent être pourvus en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'un où de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un est implanté à 200 mètres au plus du danger ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ; sauf justifications contraires cette capacité ne pourra être inférieure à un débit d'eau correspondant à 60 m<sup>3</sup>/heure pendant 2 heures. En cas de recours au réseau public, l'exploitant s'assure par des essais réguliers de la disponibilité de cette ressource au débit et à la pression nécessaire ;</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats</b> : Pas de non-respect constaté.
<p><b>Observations :</b></p> <p><u>Constat NC6 de la VI du 12 mars 2021</u> : Les poteaux incendie présents sur et à proximité du site ne délivrent pas un débit de 60 m<sup>3</sup>/h à une pression d'1 bar, et l'exploitant n'a pas fourni de justification concernant ce défaut de débit.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant par courrier reçu le 11/05/2021</u> : « Une réserve de 120m<sup>3</sup> est désormais en place ».</p> <p><u>Constat de la VI du 15/09/2023</u> : L'inspection des installations classées a constaté la présence d'une réserve d'eau de 120m<sup>3</sup>.</p> <p><b>La non-conformité NC6 est donc levée.</b></p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Procédures d'intervention NC7 - Moyens de lutte contre les incendies**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre les incendies
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter : - Le plan des installations avec indication : . Des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; . Les mesures de protection définies à l'article 20 du présent arrêté ; . Les moyens de lutte contre l'incendie ; . Les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours - Les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; - La procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement des exercices permettant de vérifier l'application de ces procédures et la gestion des situations d'urgence sont réalisés périodiquement (y compris avec le personnel intérimaire et saisonnier).
<b>Constats : Pas de non-respect constaté.</b>
<b>Observations :</b> <u>Constat NC7 de la VI du 12 mars 2021</u> : L'exploitant n'a pas présenté une partie des procédures d'intervention prescrites pour le site, notamment le plan des installations avec les annotations nécessaires et la procédure définissant les stratégies d'intervention en cas de sinistre.  <u>Réponse de l'exploitant par courrier reçu le 11/05/2021</u> : « voir procédure jointe en annexe 1 ».
<u>Constat de la VI du 15/09/2023</u> : L'exploitant a transmis à l'inspection procédure dénommée "Exploitation et contrôles" référencée IN 7.1-3-1. Cette procédure liste les contrôles à effectuer en marche normale, suite à arrêt pour travaux de modification ou d'entretien et à la remise en service en cas d'incident ou d'accident. Cette procédure n'appelle aucune remarque de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Vérification des dispositifs de protection contre la foudre NC3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 10.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des dispositifs de protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées par un compteur de coups de foudre conforme au guide UTE C 17-106. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.  L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent,

distinct de l'installateur, au plus tard 6 mois après leur installation.

Une vérification annuelle visuelle et une vérification complète tous les 2 ans sont réalisées par un organisme compétent. Les installations sont vérifiées conformément à la norme NF EN 62305-3.

Jusqu'au 1er janvier 2012, les équipements des installations existantes, mis en place en application d'une réglementation antérieure font l'objet d'une surveillance conformément à la norme NF C 17-100.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérification de ses installations incluant l'enregistrement trimestriel du nombre d'impacts issu du dispositif de comptage cité plus haut. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Si l'une des vérifications menées par l'exploitant fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

**Constats : Pas de non-respect constaté.**

**Observations :**

Constat NC3 de la VI du 12 mars 2021 : L'exploitant n'a pas présenté le rapport réalisé suite au contrôle visuel des dispositifs de protection contre la foudre du 17 décembre 2020, qu'il indique être incomplet (défaut d'accès).

Réponse de l'exploitant par courrier reçu le 11/05/2021 : « L'intervention est prévue dans le courant du mois de mai 2021 en fonction des conditions météorologiques ».

Constat de la VI du 15/09/2023 : L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport DEKRA n° 095110392201R001 daté du 10/01/2023. Ce rapport précise que le site est en état de conformité et de conservation, absence de non-conformité.

**Type de suites proposées** : Sans suite

**Proposition de suites** : Sans objet

**N° 12 : Registre des accidents et incidents NC5**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre des accidents et incidents
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie ou dysfonctionnement notable des installations doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.  L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> <u>Constat NC5 de la VI du 12 mars 2021</u> : L'exploitant n'a pas présenté le registre des événements précurseurs d'accidents.  <u>Réponse de l'exploitant par courrier reçu le 11/05/2021</u> : « Ce registre est présent sur l'extranet de la coopérative mais très peu utilisé par les salariés. »  <u>Constat de la VI du 15/09/2023</u> : L'exploitant a présenté sur son site intranet, le module de déclaration et d'enregistrement des incidents - post accidents. Il précise que les informations sont renseignées sur le site intranet mais que les données ne sont pas visibles sur le site. Ces données sont visibles au siège de la coopérative.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Cuvette de rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.10 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, cuvettes de rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est équipée de systèmes appropriés de récupération des écoulements d'engrais du fait de leur entraînement par les eaux de pluie, de nettoyage ou d'extinction. Le volume des capacités de rétention est proportionné en fonction du risque et des besoins en eau définis au point 4.3.2.  Les matières recueillies sont traitées conformément au point 5.5 ou utilisées conformément au point 5.8.  L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.  Objet du contrôle : - présence des systèmes de récupération des écoulements d'engrais.
<b>Constats :</b> La bâche du bassin de rétention est en mauvais état (présence de trous apparents).
<b>Observations :</b> Il a été constaté que la bâche du bassin de rétention présente plusieurs trous et que la végétation

pousse au travers de cette bâche. L'exploitant a indiqué que les trous ont été occasionnés par une chute de grêlons.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## Annexe 1 : CABBP LOGRON - AIOT 0010000371 – VI du 15 septembre 2023

### Point n°04 – Fonctionnement des installations de transfert des céréales et système de dépoussiérage – article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié

#### **Exigences réglementaires examinées**

*Article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié*

« Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur.

Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme. »

#### **Contrôles réalisés par l'inspecteur – Justifications communiquées par l'exploitant**

Point de contrôle	Présence	
<b>Manutention</b> asservie à l'aspiration : circuit d'ensilage du silo B Type d'asservissement : double asservissement	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<b>Test</b> : circuit d'ensilage du silo B : Transporteur à chaîne (TC) > Boisseau > Élévateur 1 > Transporteur de reprise (TR) 1 En l'absence d'aspiration, la mise en marche des transporteurs à chaînes et des élévateurs n'est pas possible :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<b>Test</b> : circuit d'ensilage du silo B La mise à l'arrêt de l'aspiration a occasionnée l'arrêt du circuit d'ensilage du silo B (Alarme sonore + visuelle)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<b>Transporteurs à bandes :</b> Les transporteurs à bande sont équipés de détecteur de déport de bande :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<b>Test</b> : transporteur à bande d'ensilage du silo B : (dessus de cellule du silo B) La simulation d'un dysfonctionnement par actionnement manuel du détecteur de déport a occasionné la mise à l'arrêt du circuit : Transporteur à chaîne (TC) > Boisseau > Élévateur 1 > Transporteur de reprise (TR) 1	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> <b>Non</b>
Déclenchement de l'alarme visuelle de défaut sur le synoptique de la supervision de l'installation :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<b>Transporteurs à chaînes</b> : circuit : Fosse réception > élévateur 2 > tapis cellule 27 Présence de trappes de bourrage, de détecteur bourrage...	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<b>Test</b> : le contrôle a porté sur le circuit : Fosse réception > élévateur 2 > tapis cellule 27 La simulation d'un dysfonctionnement par actionnement manuel de l'ouverture de la trappe de bourrage a occasionné la mise à l'arrêt du circuit :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Déclenchement de l'alarme visuelle de défaut sur le synoptique de la supervision de l'installation :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<b>Élévateurs</b> : le contrôle a porté sur l'élévateur E2 du silo B Présence de contrôleurs de rotation :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non

#### **Observations exposées à l'exploitant au terme de l'inspection et conclusion rapportée dans la fiche de constat associée au point de contrôle n° 4**

**La simulation d'un dysfonctionnement par actionnement manuel du détecteur de déport du transporteur à bande du silo B a permis de constater l'absence d'arrêt du transporteur.**